

Je demande au député de York-Sud-Weston et à la députée de Hamilton-Est de retirer les fausses allégations qu'ils ont faites hier.

Des voix: Bravo!

M. le Président: A l'ordre. Une question supplémentaire. Juste une. La parole est à la députée de Hamilton-Est.

LE RAPPORT DU COMITÉ

Mme Sheila Copps (Hamilton-Est): D'abord, il est impossible . . .

M. Mazankowski: La question!

Des voix: Oh, oh!

Mme Copps: . . . de retirer le contenu d'un document déposé devant le sous-comité sur l'égalité et un comité de la Chambre formé de représentants de tous les partis . . .

M. le Président: A l'ordre! Je comprends le problème de la députée, mais qu'elle se contente maintenant de poser sa question supplémentaire.

Mme Copps: Si le ministre ne veut pas croire cette lettre . . .

Des voix: La question!

Mme Copps: . . . jointe au rapport, croit-il une deuxième lettre de l'agent E. D. Genoway, portant le n° 33724, qui dit ceci?

Les problèmes des agents féminins tiennent à ce qu'on ne veut pas de femmes dans les services. On a fait toutes sortes de pressions, de commentaires négatifs à propos des femmes, et ainsi de suite. J'ai souvent entendu des commentaires comme ce que je viens d'entendre . . .

M. Clark (Yellowhead): La question!

Mme Copps:

. . . des remarques désobligeantes à propos des membres canadiens-français, des autochtones . . .

Une voix: Raciste.

M. Andre: C'est un discours. C'est un débat.

M. le Président: A l'ordre! La députée a posé une longue question.

L'hon. Perrin Beatty (solliciteur général du Canada): Monsieur le Président, je trouve étrange que la députée soulève cette question maintenant. J'ai eu le temps de lire le rapport du comité. Ces questions ont été signalées par des représentants du personnel de division. La députée était là à ce moment-là et elle n'a pas pensé que c'était assez important pour poser une seule question.

Mme Copps: Je n'étais pas là.

M. Beatty: D'après les procès-verbaux, elle y était, monsieur le Président.

M. Rossi: Elle n'était même pas là.

Mme Copps: Je n'étais pas là. L'enfant prodige de la politique devrait vérifier ce qu'il avance.

M. le Président: A l'ordre! A l'ordre, je vous prie.

Questions orales

M. Beatty: Monsieur le Président, si la vice-présidente du conseil étudiant me le permet, j'aimerais bien finir ma réponse.

Des voix: Oh, oh!

Des voix: Bravo!

M. le Président: A l'ordre! Il faut que cela cesse des deux côtés. Passons à la question suivante. Le député d'Ottawa-Centre.

* * *

[Français]

L'INDUSTRIE

ON DEMANDE POURQUOI LA QUESTION RELATIVE À LA VENTE POSSIBLE DE LA CANADAIR N'EST PAS DÉFÉRÉE À UN COMITÉ PARLEMENTAIRE POUR ÉTUDE

M. Mike Cassidy (Ottawa-Centre): Monsieur le Président, j'ai une question à poser au premier ministre au sujet de la Canadair. Le ministre de l'Expansion industrielle régionale a rejeté nos demandes pour examen parlementaire de la vente de la Canadair parce que, dit-il, c'est une question hypothétique. Mais aujourd'hui, je lis dans le *Toronto Star* que le gouvernement a maintenant six offres pour Canadair à l'étude. Puisque ces offres sont concrètes et puisque la décision de vendre la Canadair est concrète, pourquoi le gouvernement ne peut-il pas prendre une décision concrète de soumettre cette question, la vente de la Canadair, à un comité parlementaire?

[Traduction]

L'hon. Sinclair Stevens (ministre de l'Expansion industrielle régionale): Monsieur le Président, permettez-moi encore une fois d'exposer les faits au député.

M. Broadbent: Quel changement!

M. Stevens: Nous n'avons reçu d'offre d'aucun acheteur éventuel, pour la totalité ou une partie de Canadair. Nous n'avons rien à renvoyer à un comité en ce moment. Voilà où en sont les choses.

M. le Président: Une question supplémentaire.

M. Cassidy: C'est la même réponse que le ministre a déjà donnée. Je regrette que le premier ministre ne veuille pas répondre.

Des voix: Oh, oh!

LA POSITION DU GOUVERNEMENT

M. Mike Cassidy (Ottawa-Centre): Comme M. Marshall de la SADC dit qu'il n'a pas d'instructions particulières de faire en sorte que la nouvelle direction soit canadienne, pourquoi, ayant vendu de Haviland à une société étrangère, le gouvernement laisse-t-il passer l'autre grande avionnerie nationale entre des mains étrangères?